

155a

LES

ASSOCIATIONS CHARITABLES

DANS LA

PROVINCE DE QUÉBEC (CANADA)

PAR

LÉON LALLEMAND

Correspondant de l'Institut de France ;

Associé de l'Académie royale de Belgique ;

Correspondant de l'Académie royale des sciences morales et politiques d'Espagne,
de l'Académie royale de Portugal,

de la Société royale le Parnasse d'Athènes ;

Membre honoraire de l'Institut grand ducal de Luxembourg
et de l'Institut canadien de Québec.



PARIS

ALPHONSE PICARD ET FILS, ÉDITEURS

82, RUE BONAPARTE, 82 .

LES

ASSOCIATIONS CHARITABLES

DANS LA

PROVINCE DE QUÉBEC (CANADA)

PAR

LÉON LALLEMAND

Correspondant de l'Institut de France ;

Associé de l'Académie royale de Belgique ;

Correspondant de l'Académie royale des sciences morales et politiques d'Espagne,
de l'Académie royale de Portugal,

de la Société royale le Parnasse d'Athènes ;

Membre honoraire de l'Institut grand ducal de Luxembourg
et de l'Institut canadien de Québec.



PARIS
ALPHONSE PICARD ET FILS, ÉDITEURS
82, RUE BONAPARTE, 82

PARIS

ALPHONSE PICARD ET FILS, ÉDITEURS

82, RUE BONAPARTE, 82

EXTRAIT DU COMPTE RENDU
De l'Académie des sciences morales et politiques
(INSTITUT DE FRANCE)
PAR MM. HENRY VERGE ET P. DE BOUTAREL
Sous la direction de M. le Secrétaire perpétuel de l'Académie

EXTRAIT DU COMPTE RENDU
DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

LES ASSOCIATIONS CHARITABLES

DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC (CANADA).

Le 1^{er} août 1639, la petite colonie fondée audacieusement par Champlain sur les bords du Saint-Laurent, était en fête ; on entendait les salves de l'artillerie du fort, les décharges de mousqueterie, une chaloupe richement tapissée prenait le large ; le gouverneur, le chevalier de Montmagny, descendu au bord du rivage, attendait des hôtes arrivant d'Europe afin de les ramener en triomphe dans la bourgade naissante de Québec.

Après les premières félicitations, le cortège se mit en marche vers la haute ville ; sur le parcours, hommes, femmes, enfants faisaient retentir l'air de leurs cris d'allégresse. Ça et là, dit l'auteur auquel nous empruntons ce récit, quelques sauvages venus par hasard des forêts environnantes suivaient, se tenant un peu à l'écart, regardant avec surprise le pacifique cortège (1).

Ce groupe de voyageurs, si chaleureusement accueillis, comprenait quelques missionnaires jésuites ; des sœurs Ursulines et trois hospitalières de la Miséricorde de Jésus

(1) Abbé Casgrain, *Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*, in-8°, 612 p. Québec, 1878, chap. iv, p. 58 à 79. Cet auteur ajoute : « Lorsque cinq ans auparavant (1634) le Père Lejeune avait annoncé pour la première fois aux sauvages le projet qui venait d'être formé en France de fonder un hôpital destiné au soin de leurs malades, ils avaient refusé de le croire et n'avaient répondu aux promesses du missionnaire que par un sourire d'incrédulité. »

parties, deux mois et demi auparavant, de leur monastère de Dieppe.

Missionnaires, religieuses enseignantes, sœurs hospitalières venaient sauver les âmes, éclairer les esprits, soigner les malades ; en ce jour la charité chrétienne prenait pleine possession de la Nouvelle France.

Un hôpital temporaire s'élève rapidement à Sillery, près Québec ; il est étroit, incommode ; peu de temps après (1640), les sauvages décimés par la petite vérole y sont transportés en si grand nombre qu'il faut construire à la hâte des cabanes d'écorce pour les abriter ; toutes les salles sont pleines de mourants, la cuisine elle-même est envahie. Rien ne rebute ces sœurs, dont l'aînée a vingt-neuf ans, et que la duchesse d'Aiguillon, nièce de Richelieu, a envoyées sur ces plages lointaines. Les années suivantes elles accomplissent à Sillery, puis à Québec, leur tâche journalière au milieu de difficultés sans cesse renaissantes : attaques des Iroquois, incendies répétés, épidémies meurtrières ; leur généreuse bienfaitrice ne les abandonne pas et de nouvelles compagnes accourent de la Normandie et de la Bretagne prendre part au labeur commun. Parmi ces auxiliaires, une place d'honneur doit être assignée à la mère Catherine de Saint-Augustin, décédée en 1668 (1).

La vie de ces religieuses constitue une des plus belles pages de l'histoire de la charité française au XVII^e siècle.

En 1642, une colonie s'établit dans l'île de Montréal ; dès 1644, Jeanne Mance, fille d'un procureur du roi de Nogent près Langres en Bassigny (2), ouvre un hôpital desservi plus tard (1659) par les hospitalières de la

(1) Voir : *La vie de la Mère Catherine de Saint-Augustin, religieuse hospitalière de la Miséricorde de Québec, en la nouvelle France*, composée par le R. P. Paul Ragueneau, de la Compagnie de Jésus, in-8°, 378 p. Paris, Lambert, 1671.

(2) *Vie de M^{lle} Mance et histoire de l'Hôtel-Dieu de Villemarie, dans l'île de Montréal, en Canada*, 2 vol. in-8°, Villemarie, 1854.

Flèche (1); M^{sr} de Saint-Vallier, second évêque du Canada, jette, en 1693, les fondements d'un hôpital général à Québec (2).

Tous ces établissements subsistent encore.

On connaît les épreuves qu'eut à subir au siècle suivant notre colonie ; à peine la paix était-elle conclue avec les peuplades sauvages (1701) qu'il lui faut lutter contre l'Angleterre, le traité d'Utrecht (1713) abandonne à cette puissance la baie d'Hudson, Terre-Neuve et l'Acadie. Après des vicissitudes diverses, Québec et Montréal capitulent (1759-1760) ; la France perd définitivement le Canada.

Les Anglais ne se montrent pas de prime abord équitables envers leurs nouveaux sujets ; à la suite de nombreuses injustices, des séditions éclatent (1837), elles sont durement réprimées ; l'acte constitutif est aboli (1838) et il faut arriver au 8 mars 1867 pour voir s'établir une véritable union entre les descendants des colons français et la population d'origine anglaise.

A l'heure actuelle, tous les Canadiens jouissent des privilèges les plus étendus ; « aucun pays ne possède de plus grandes libertés politiques et religieuses (3) ». En dehors des questions d'intérêt général, soumises à la juridiction du Parlement fédéral, chacune des sept provinces est régie par une législature spéciale. Ces conditions favorables ont contribué puissamment à la prospérité nationale et, au point de vue qui nous occupe, c'est surtout depuis 1867 que les œuvres charitables ont pris une réelle extension.

Dans les campagnes, la population mène une existence

(1) *Histoire des religieuses hospitalières de Saint-Joseph (France et Canada)*, par Couanier de Launay, chanoine honoraire. 2 vol. in-8°. Paris, Palmé, 1887.

(2) Abbé Casgrain, *ut supra*, chap. XI.

(3) *Notes sur le Canada*, par Paul de Cazes, in-18, 277 p. Québec, 1882, p. 80. Voir aussi *Étude historique sur la liberté religieuse en Canada*, par S. Pagnuelo, avocat, in-8°, 409 p. Montréal, 1872.

large, indépendante ; le petit propriétaire, désigné sous le nom de « *l'habitant* », ne connaît pas la misère : « Enfant, il a sa place marquée au foyer paternel, il reçoit à l'école paroissiale une instruction éclairée, libérale et solide ; jeune homme, il se consacre à ses parents ; homme fait, il travaille à fonder une famille et à développer cette nouvelle France qu'il a sauvée du naufrage (1). »

Grâce à leur énergie, à leur vie laborieuse, économe, les Canadiens français, qui étaient de 65 à 70,000 en 1763, forment maintenant une population de plus de deux millions (1,400,000 en Canada, 800,000 émigrés aux États-Unis). Leur nombre primitif est ainsi devenu trente-deux fois plus grand et ils ont dépassé de beaucoup la fécondité proverbiale de la race anglo-saxonne (2).

Mais la population canadienne n'est pas exclusivement agricole, il existe des villes importantes, des centres industriels ; là on rencontre des familles sans travail, des infirmes, des vieillards incapables de gagner leur vie, des nécessiteux auxquels il est urgent de venir en aide, d'autant plus que l'hiver, par ses rigueurs, accroît les souffrances des indigents. La charité, favorisée par la législation, ne manque pas à sa mission ; sans parler des écoles d'industrie et de réforme, nous trouvons, en 1891, pour les sept provinces confédérées (3) :

(1) Baron Etienne Hulot, *Souvenirs d'un voyage au Canada. Réforme sociale*, 1887, t. II, p. 559 à 567.

(2) La province de Québec, occupée en grande partie par des Canadiens-Français, comptait, lors du recensement de 1890-1891, 1,488,535 habitants, dont 587,585 enfants au-dessous de quinze ans, soit 39 p. 100 de la population totale. Des *Acts* : 53^e Victoria, 1890, chap. xxvi, et 54^e-55^e Victoria, 1892, chap. xix, assurent des concessions gratuites de terres aux familles possédant douze enfants vivants.

(3) Dans la province de Québec on compte 88 établissements : hôpitaux 43, orphelinats 15, asiles d'aliénés 3, hospices divers 25, institutions de sourds-muets 2. Tableau n^o XV. *Recensement du Canada, 1890-1891*, 3 vol. in-8^o, Ottawa, 1893.

124 hôpitaux ;

41 orphelinats ;

17 asiles d'aliénés ;

116 maisons hospitalières diverses ;

8 institutions affectées aux sourds-muets et aux aveugles.

Soit, au total, 306 établissements secourant annuellement une moyenne de 30,000 personnes. En outre, de nombreuses œuvres et sociétés assistent à domicile au moins 25,000 pauvres (1). Ces sociétés appartiennent à toutes les communions religieuses et n'ont entre elles d'autre rivalité qu'une noble émulation pour le bien (2).

Ces données, vraies dans leur ensemble, manquent un peu de précision par cette raison toute naturelle que, la charité étant, au Canada, du domaine presque exclusif de l'initiative privée, les œuvres qui ne reçoivent point de subsides de la législature ne sont tenues à fournir aucun renseignement statistique ; elles agissent, d'ailleurs, sans rechercher la publicité.

Après avoir donné une idée générale des institutions charitables, il reste à examiner la législation qui les régit et l'heureuse influence qu'elle a eue sur leur développement. Nous prendrons comme type unique la province si française de Québec, les règles que nous constaterons étant, sauf des divergences de détail, communes à tout le Dominion.

(1) *Statistica internazionale di beneficenza — Canada — Rivista della beneficenza pubblica Milano, anno 1876*, p. 157 à 160. Il existe au Canada 103 Conférences de Saint-Vincent-de-Paul, elles comptent 4,400 membres et rencontrent partout la sympathie universelle ; la plupart de ces membres sont des ouvriers ou des personnes peu aisées chez lesquelles la surabondance du zèle supplée à l'exiguité des ressources ; dans plusieurs villes, les confrères visitent les hôpitaux et les prisons.

(2) *Voyages au Canada. La province de Québec*, par Vekeman, in-8°, 79 p. Sherbrooke, 1892.

Les asiles d'aliénés sont sous le contrôle et la surveillance du gouvernement (1), cela se conçoit aisément.

Les provinces et les municipalités ont le droit de subventionner des établissements qui leur paraissent utiles. Au budget provincial de 1894-1895, une somme de 42,648 piastres (223,902 francs) est consacrée à venir en aide à 73 œuvres de toute nature, situées à Québec, Montréal, Levis, Sherbrooke, aux Trois-Rivières, etc. Les subsides les plus importants ne dépassent pas 5,000 piastres (2).

Ces subventions entraînent un certain contrôle ; il est défendu, notamment, par les statuts refondus (art. 3083), d'émettre des mandats de paiement au profit d'un hôpital, à moins qu'il n'ait été produit un certificat « constatant qu'il existe dans icelui une salle distincte et séparée destinée au logement exclusif des malades affectés de la picote ».

De plus, les hôpitaux ou dispensaires doivent être pourvus, en tout temps, d'une quantité suffisante de vaccin. La lutte contre la petite vérole est en effet une des préoccupations constantes du gouvernement canadien, et il a réussi à en triompher presque complètement. (Statuts, titre VII, chap. III, sect. III, n° 3080 à 3095)

En dehors de cette action limitée de l'État, les associations charitables, soumises aux principes généraux du code civil relatifs aux corporations, ont été l'objet de dispositions encore plus avantageuses dans les statuts refondus de 1887.

Voici le résumé des articles du Code civil applicables à cette matière (3). (Titre XI, art. 352 à 373.)

(1) *Statuts refondus de Québec*, chap. v, articles 3,182 et suivants.

(2) Loi octroyant les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1894 et le 30 juin 1895.
— 57^e Victoria 1894, chap. 1^{er}, cédula B.

(3) *Code civil annoté étant le code civil du Bas-Canada*, 2^e édition, Montréal, 1889.

« Toute corporation légalement constituée forme une personne fictive ou morale dont l'existence et la successibilité sont perpétuelles ou, quelquefois, pour un temps défini seulement, et qui est capable de certains droits et sujette à certaines obligations. Art. 352. » Ces corporations sont constituées par acte du Parlement, par charte royale, ou par prescription lorsqu'elles existaient antérieurement à la cession du pays.

Chaque corporation a un nom propre sous lequel elle est désignée. Les droits qu'elle peut exercer sont, outre ceux qui lui sont spécialement conférés, tous ceux qui lui sont nécessaires pour atteindre le but de sa destination. Ainsi une corporation peut acquérir, aliéner et posséder des biens, plaider, contracter, s'obliger et obliger les autres envers elle (art. 358). Elle est, dans tous ces cas, représentée par les officiers qu'elle a choisis parmi ses membres (1).

« Le principal privilège reconnu aux corporations par le Code est celui qui consiste (art. 363) à limiter la responsabilité des membres desdites sociétés à l'intérêt que chacun d'eux y possède et à les exempter de tout recours personnel pour l'acquiescement des obligations que la corporation a contractées dans la limite de ses pouvoirs et avec les formalités requises. »

Les corporations ne peuvent exercer ni la tutelle, ni la curatelle (2) ; on ne peut leur confier l'exécution de testa-

(1) Les *Acts* d'incorporation peuvent établir des membres de droit devant faire partie du Comité de direction (maire, curé, marguilliers, délégué du bureau des commissaires des écoles, etc.). Exemple : Loi incorporant la maison de charité de Sainte-Cunégonde, 53^e Victoria 1890, chap. xciii.

(2) Il est fait exception pour la tutelle des enfants trouvés recueillis dans les établissements hospitaliers (*Statuts de Québec*, art. 5,504). Voir aussi la loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur. 55-56^e Victoria, 1892, chap. xciv. « La corporation est autorisée..... à

ments, etc. ; elles sont soumises aux lois spéciales touchant les gens de mainmorte et leur interdisant l'acquisition de biens immeubles sans l'autorisation du Souverain, excepté pour certaines fins seulement et pour une valeur déterminée.

Sauf dans le cas de liquidation volontaire des compagnies à fonds social, les corporations éteintes sont assimilées aux successions vacantes (1). (Art. 371-373.)

L'usufruit accordé sans terme à une corporation ne dure que trente ans (art. 481).

Ces avantages étaient déjà bien précieux et de nature à favoriser singulièrement le développement des associations ecclésiastiques ou laïques ; ils n'ont pas paru néanmoins suffisants en matière d'assistance et, ainsi que nous l'avons dit plus haut, les statuts refondus de Québec contiennent des dispositions spéciales applicables aux associations charitables, philanthropiques et de prévoyance (titre VIII, art. 3,096 et suivants, chapitre 1^{er}, *Associations charitables*). « Des personnes en nombre quelconque (art. 3096) peuvent

mettre en apprentissage de service ou de tout autre état ou métier sains les jeunes gens des deux sexes admis audit Hôtel-Dieu et elle pourra exercer sur eux et à leur égard tels pouvoirs que leurs parents auraient pu exercer eux-mêmes s'ils eussent été sous leur charge. »

(1) L'Act d'incorporation pent, néanmoins, afin d'assurer la perpétuité de l'œuvre, désigner les personnes qui seraient appelées de droit à succéder au fondateur. « Dans le cas où le Révérend A. Fafard, ou l'un de ses successeurs légaux, viendrait à décéder sans avoir disposé de l'hospice et sans avoir nommé de successeurs légaux, ses successeurs naturels seront les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse Saint-Pierre et Saint-Paul, à l'exclusion des héritiers naturels dudit Rév. A. Fafard, ou de ceux de ses successeurs ainsi décédés sans avoir pourvu à la succession de l'hospice. Lesdits curé et marguilliers jouiront des privilèges et des droits conférés par cette loi au Rév. Fafard..... (Incorporation de l'hospice Sainte-Anne de la baie Saint-Paul, 53^e Victoria, 1890, chap. xc).

se former en société en cette province dans le but de se mettre, au moyen de contributions volontaires, souscriptions, dons et donations des membres de la société ou du public, en état de secourir les affligés par suite de maladies, d'accidents, de revers de fortune et de la mort, les veuves et les orphelins ou les représentants légaux des membres décédés ; de retirer du vice et de réformer les femmes déchues, et de prévenir les actes de cruauté envers les femmes et les enfants, et pour atteindre tous les autres objets analogues. »

« Chaque société (art. 3098) doit avoir un sceau commun qu'elle peut changer et modifier à volonté. » « Sous quelque nom, désignation, numéro ou titre qu'elle soit connue, elle a succession perpétuelle et peut passer des contrats, poursuivre ou être poursuivie, ester et citer en jugement. » Elle choisit ses administrateurs, a le droit d'acheter, vendre, aliéner toute espèce de biens meubles et immeubles, à condition que « ses biens immobiliers, dans la province, n'excéderont pas cinq arpents, art. 3102 ». Nul membre d'une telle société n'est responsable personnellement d'aucune dette ou obligation de la société, art. 3, 103. Il est en outre prescrit, avec fort juste raison, par l'art. 3100 « que les règlements adoptés ne doivent contenir aucune disposition contraire ou opposée aux statuts et coutumes de la Province ou qui ait pour objet l'accomplissement de quelque dessein politique ou séditionnel ».

Les œuvres peuvent donc se constituer librement sur le sol canadien, celles qui désirent des privilèges plus étendus restant toujours à même de s'adresser au gouvernement pour obtenir un *act* spécial d'incorporation (1). Si nous parcourons les statuts annuels de la province de Québec, de 1887

(1) Ces *Acts*, après le résumé de la requête, portent : « En conséquence, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la législature de Québec, décrète ce qui suit. »

à 1895, nous voyons que plusieurs associations charitables ont eu recours à cette manière de procéder. Il s'agit de fondations déjà existantes, ou bien d'établissements à créer à la suite de dons importants (1); petites-sœurs des pauvres (2); religieuses hospitalières figurent dans cette liste à côté de personnes désireuses de constituer une « Compagnie de prêts et de mont-de-piété (3); une union nationale française et de refuge (4); une société italienne de secours mutuels, etc. (5) ».

Il est toujours spécifié que les hôpitaux ou hospices devront secourir les pauvres et les malades sans distinction de croyance et de nationalité. Ces établissements se trouvent parfois autorisés à « tenir un dispensaire et à y fabriquer des remèdes et des médicaments »; à exercer des industries, pourvu que « les profits et revenus provenant

(1) Hôpital royal Victoria à Montréal (Acte du Parlement du Canada, 50-51^e Victoria, 1887, chap. cxxv.) Don de un million de piastres fait par sir G. Stephen, baronnet, et l'hon. sir Donald Alex. Smith.

(2) *Statuts de Québec*, 51-52^e Victoria, 1888, chap. lv. « 2^e Les Petites-Sœurs des pauvres auront leur siège corporatif dans la cité de Montréal et pourront établir des maisons en différents lieux de cette province pour remplir les fins corporatives. » « 7^e L'objet que les Petites-Sœurs des pauvres ont en vue est de procurer un asile, pour le reste de leur vie, aux vieillards des deux sexes pauvres ou infirmes, d'un caractère respectable, et âgés au moins de 60 ans, sans distinction de croyance ni de nationalité. »

(3) *Stat. Québec*, 50^e Victoria, 1887, chap. xlv.

(4) *Stat. Québec*, 50^e Victoria, chap. xliv. « La Société ne pourra s'occuper d'objets étrangers à sa mission de bienfaisance. Cependant, elle pourra, quand elle le jugera convenable, prendre l'initiative de toute mesure de bienfaisance ayant un caractère national, ou s'y associer sans néanmoins entamer son capital social. »

(5) *Statuts Québec*, 53^e Victoria, 1890, chap. LXXXVIII. « 9^e La corporation, chaque fois que requise par le gouvernement de la province de Québec ou aucun de ses membres, devra lui faire un rapport sur ses opérations. »

directement ou indirectement desdites fabrications, industries et ventes soient employés exclusivement à l'avantage et pour le soutien de la corporation et l'accomplissement de ses œuvres de charité ». (*Acts d'incorporation* : de l'hôpital du Sacré Cœur, 55-56^e Victoria, ch. xciv ; de l'Hôtel-Dieu de Lévis, 56^e Victoria, chap. Lxxxvi.)

Ces *acts* d'incorporation s'occupent aussi des biens immobiliers, mais il n'est plus question du maximum uniforme de cinq arpents. Les terrains, bâtiments et dépendances nécessaires au fonctionnement normal de l'œuvre sont d'abord exclus de toute limitation ; la corporation est autorisée ensuite à posséder des immeubles jusqu'à concurrence d'un revenu annuel dont le montant varie avec l'importance de la société et le but plus ou moins général qu'elle se propose d'atteindre. Ce revenu peut être de 2,000, 5,000, 10,000 et même 20,000 piastres.

Telle est, en résumé, la législation applicable, sur les bords du Saint-Laurent, aux œuvres d'assistance. Nous avons rappelé leur humble origine, elles ont pu croître et se développer, venir en aide aux classes nécessiteuses sans que le gouvernement ait eu recours aux centimes spéciaux, aux contributions obligatoires, en un mot à tout l'appareil de la bienfaisance légale. Les Canadiens s'inspirant des plus saines traditions de l'ancienne France et des principes féconds du *self government*, ont compris que pour remplir sa sublime mission, la charité chrétienne n'avait besoin que d'une seule chose : LA LIBERTÉ !

BIBLIOTHÈQUE
SAINT-SU-PRO